

Monsanto et ses OGM sur la sellette avec Marie-Monique Robin

Les questions liées aux enjeux du droit à la santé ont servi de fil conducteur pour les animations, rencontres et débats proposés par le collectif mobilisé à Fontenay-le-Comte et alentours pour la Semaine de la solidarité internationale. Le collectif a invité la journaliste Marie-Monique Robin pour un débat sur les risques liés aux effets des cultures OGM (organismes génétiquement modifiés) sur la nature et la santé humaine.

Elle vient de rater, de peu, le grand prix du Festival du Scoop d'Angers ratifié par une enquête sur la guerre menée en Afghanistan au nom de la paix. Marie-Monique Robin, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, se contentera du prix spécial du jury pour son excellent documentaire *Le monde selon Monsanto*, diffusé en mars dernier sur la chaîne franco-allemande Arte.

Réalisatrice de documentaires et écrivain, Marie-Monique Robin se revendique avant tout, légitimement, journaliste. Grand reporter, elle a obtenu le prix Albert Londres (l'équivalent, peu ou prou, du Nobel chez les journalistes) en 1995 pour un documentaire intitulé *Voleurs d'yeux*, ces yeux que des gens qui n'ont pour ressort que l'appât du gain et le portefeuille à la place du cœur font prélever chez des gosses de certains pays du tiers-monde pour fournir les hôpitaux des pays riches.

Diplômée de l'école de journalisme de l'université de Strasbourg, elle a travaillé en *free-lance* en Amérique du Sud où elle a notamment réalisé des reportages sur les guérillas colombiennes, avant de travailler pour l'agence Capa spécialisée dans la production de reportages et enquêtes pour la télévision. Redevenue journaliste indépendante, la grand reporter s'est fait une spécialité dans les enquêtes qui dérangent. *Le monde selon Monsanto* est à classer incontestablement dans cette catégorie.

Réalisé suite à une enquête qui a duré trois ans, du continent américain à l'Inde en passant par l'Europe, ce documentaire qui fait froid dans le dos est consacré à un empire industriel devenu l'un des premiers semenciers de la planète.

Des profits tirés de produits toxiques

Leader mondial dans la production des OGM, organismes génétiquement modifiés, Monsanto est à l'origine de nombreux produits controversés. Implantée dans une cinquantaine de pays, cette firme transnationale américaine créée en 1901 a accumulé les procès au fil des années, en raison de la toxicité de ses produits. Elle se présente comme « une entreprise des sciences de la vie convertie aux vertus du développement durable ». Pas moins !

À partir de documents inédits, de témoignages de victimes, de scientifiques et d'hommes politiques, Lé



Marie-Monique Robin répondant aux questions d'un reporter venu assister à la soirée où, invitée à Fontenay-le-Comte, elle a souligné les enjeux liés à la liberté (malmenée par Monsanto) de produire et de consommer sans OGM.

monde selon Monsanto reconstitue la genèse de cette firme qui, « à grand renfort de mensonges, de collusion avec l'administration américaine, de

naliste née dans une famille de paysans des Deux-Sèvres, mère inquiète du sort que Monsanto réserve à ses trois filles et au reste du monde.



À l'instar d'Albert Londres, Marie-Monique Robin, grand reporter, estime que le rôle du journaliste « n'est pas d'être pour ou contre », mais de « porter la plume dans la plaie ». Un rôle qu'elle a assumé à propos de la firme transnationale qui s'enrichit en empoisonnant le monde aux OGM.

pressions et de tentatives de corruption ciblant les scientifiques, les politiques et les médias », devient un véritable empire dans le secteur de l'agro-industrie. Le premier semencier du monde mise sans scrupule sur l'extension planétaire des cultures OGM et sans contrôle rigoureux quant à leurs effets « néfastes et potentiellement dévastateurs » sur l'environnement et la santé humaine. « De la dioxine aux OGM, une multinationale qui nous veut du bien », ironise la jour-

S'assurer le monopole des brevets OGM

Journaliste et femme courageuse qui sait parfaitement qu'elle prend des risques bien réels dans ses enquêtes coup-de-poing, Marie-Monique Robin a réussi à placer un détour par la Vendée dans son agenda de globe-trotter. Venue en voisine, elle était l'invitée du collectif d'associations mobilisées du côté de Fontenay-le-Comte pour l'édition 2008 de la Semaine de la solidarité internationale pour laquelle ce collectif proposait des animations et actions de sensibilisation où le public était notamment invité à des échanges sur les enjeux du droit à la santé.

Dans ce cadre, l'amphithéâtre de l'Isamba (Institut supérieur d'application aux métiers du bois et de l'ameublement) a fait salle comble, le 27 novembre en début de soirée, pour la projection du documentaire dans lequel notre consœur dénonce vaillamment les mensonges et manipulations en tous genres de l'empire Monsanto.

Arrivée de Niort après la projection de son film, Marie-Monique Robin a participé ensuite à un débat au cours duquel elle s'est attachée à expliquer en long et en large, devant un auditoire conquis et particulièrement intéressé par les questions touchant à « la biodiversité qui se réduit comme peau de chagrin », comment Monsanto fait



Au lycée François-Rabelais de Fontenay-le-Comte, les élèves de terminale des filières de l'enseignement général ont eu droit à deux heures d'échanges avec Marie-Monique Robin, le 28 novembre en fin de matinée.

son miel en se comportant en « pirate du vivant ». « Cette firme ne ferait pas d'OGM s'il n'y avait pas l'enjeu des brevets concernant les semences dont elle entend s'assurer le monopole », soutient la journaliste. « L'Afrique sera sa prochaine cible », prévient-elle en précisant que la législation régissant les brevets n'est rien moins que « la stérilisation juridique des semences fermières, car les exploitants seront condamnés à en racheter systématiquement au détenteur des brevets ».

L'agriculture dopée aux hormones

Avec l'assurance de la journaliste qui ne s'en laisse pas conter, Marie-Monique Robin s'est appliquée à démontrer les mensonges, dissimulations et pressions d'une firme qui prétend viser l'objectif de « nourrir la planète ». Son slogan bâti sur le triptyque « nourriture, santé, espoir » n'est que de la propagande ! C'est la trouvaille d'une agence de communication...

« En elle-même, estime la journaliste, la manipulation génétique est un problème. Il est inévitable que, une fois introduits dans un champ, les OGM contaminent la filière conventionnelle et la filière bio. Il est temps de se réveiller ! Nous sommes dans un monde biologiquement en danger. On nous empolonne. »

Marie-Monique Robin a annoncé qu'elle préparait un documentaire sur

les cancers, évoquant à ce propos « l'hécatombe, avec tout ce que nous mangeons et ce que nous buvons, produits d'une agriculture dopée aux hormones par des exploitants qui se font avoir par les industriels qui tirent les ficelles ».

« Le salut ne viendra ni des politiques ni des scientifiques », se désole la journaliste qui invite les consommateurs et les producteurs à se prendre en charge, par les choix d'autres modes de consommation et de production, qu'ils ont à faire pour « couper les ficelles ».

Dans ses échanges avec le public réuni pour débattre avec elle à l'Isamba, Marie-Monique Robin a plaidé en faveur d'une agriculture qui permettrait aux exploitants de se réapproprier la maîtrise des productions usurpée par ceux qui se forgent l'arme alimentaire pour satisfaire leurs appétits financiers dans une offensive de destruction massive de la biodiversité.

Des effets qui devraient être évalués

Même si un grand assureur battant pavillon hexagonal est, affirme notre confrère, le deuxième principal actionnaire de Monsanto, « cette firme est un outil au service de l'hégémonie américaine ». Une hégémonie que conforterait le recours à une technologie qui « nous condamnerait, à terme, à ne consommer que des aliments OGM dont l'impact sur la santé et l'environnement

demanderait à être évalué hors des pressions de ceux qui en profitent ».

En première ligne sur le front de l'information pour dénoncer ces ogres, Marie-Monique Robin ne s'interdit pas d'aller soutenir les anti-OGM traduits en justice. Citée par la défense, elle a témoigné notamment à Toulouse et Chartres dans les procès où étaient inculpés des faucheurs de maïs qui disent non aux OGM « au nom de la résistance citoyenne ».

En marge de la rencontre où elle était invitée à Fontenay-le-Comte, des membres du comité de soutien aux faucheurs volontaires d'OGM ont fait circuler une pétition.

Dans cette pétition, le comité récemment créé en Vendée en appui à ceux qui s'engagent dans des actions non-violentes contre « le tout OGM que Monsanto et d'autres chercheraient à imposer » demande aux parlementaires « qui ont voté la loi pro-OGM en contradiction avec la proposition initiale du Grenelle de l'environnement et avec la grande majorité des Français qui ne veulent pas d'OGM, ni dans les champs ni dans les assiettes, de publier les analyses de sang des animaux qui ont subi les tests, avant la mise sur le marché pour tous les OGM cultivés ou commercialisés dans l'alimentation des humains et des animaux » en Europe et donc aussi en France. Chiche !

Étienne SENEGERA

DROITS DE L'HOMME

Une référence cardinale et toujours d'actualité

Le 10 décembre 1948, les 51 États membres qui constituaient alors l'Assemblée générale de l'ONU (Organisation des Nations unies) fondée en 1945 adoptent la Déclaration universelle des droits de l'homme au Palais de Chaillot, à Paris.

Pour commémorer son adoption, la Journée des droits de l'homme est célébrée chaque année le 10 décembre. Cette année, cette commémoration prend la coloration d'un anniversaire qui mérite un éclat tout particulier. En effet, ce n'est pas tous les ans que l'on arrive au cap des 60 ans...

Dans la perspective de cet anniversaire, plusieurs associations (Ligue des droits de l'homme, Amnesty international, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et des exécutions capitales) rejointes par la Pastorale des

migrants ainsi que par le CCFD-Terre solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement) ont tenu à recevoir ensemble les représentants de la presse locale. « Pour souligner que nous savons nous unir, au-delà de la diversité des sensibilités, dans le même combat pour la promotion et le respect des droits de la personne humaine », ont affirmé à cette occasion leurs représentants respectifs réunis au siège de la Ligue des droits de l'homme à la Roche-sur-Yon.

Et chacun y est allé de son petit commentaire pour rappeler que la Déclaration universelle des droits de l'homme a été le premier texte de caractère général et international adopté dans ce domaine.

L'année 1948 a été celle d'un projet qui reste d'actualité, énonçant en trente

articles des principes qui restent, hélas, sous certains ciels comme un rêve inaccessible. Qu'à cela ne tienne ! Les associations et personnes de bonne volonté mobilisées en faveur du respect effectif de ces principes chers à René Cassin et à Roosevelt entendent remettre au cœur des priorités de ceux qui ont le pouvoir d'agir l'égalité effective en dignité et en droits de tous les êtres humains, l'universalité et l'indivisibilité de leurs droits fondamentaux. « Le temps est venu de prendre enfin ce projet au sérieux », entend-on.

Et, pour marquer un anniversaire dont il faut espérer qu'il soit effectivement celui d'un réel sursaut à cet égard, un militant inlassable des droits de l'homme est invité pour une conférence organisée ce samedi 6 décembre à La Roche-sur-Yon. Rendez-vous à 15 heures dans l'amphithéâtre du lycée Notre-Dame-du-Roc, rue Charlemagne, avec Guy Aurenche (puisque c'est de lui qu'il s'agit) pour cette conférence sur le thème de l'universalité des droits de l'homme.

Après, à 17 h 30, une célébration œcuménique marquera cet anniversaire pour lequel la Ligue des droits de l'homme se donne l'objectif de « faire connaître aux générations montantes l'histoire et le contenu de la Déclaration de 1948, afin de les amener à réfléchir sur les acquis qu'on lui doit et de contribuer à forger leur analyse et leur esprit critique de futurs citoyens », se promet Janine Morin, présidente de la LDH en Vendée.



Les représentants des associations mobilisées pour célébrer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont conscients de la nécessité de ne pas baisser la garde.